

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/Appel-Reprise-en-main-democratique-systeme-financier-Fondation-Hulot.html>

# Appel pour une reprise en main démocratique du système financier

- Développement Durable en débat -



Date de mise en ligne : jeudi 12 avril 2012

---

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous  
droits réservés

---

**La Fondation Nicolas Hulot (FNH) interpelle les candidats à l'élection présidentielle sur cinq propositions pour remettre la finance au service de l'économie réelle et de la transition écologique. Sur son site Internet elle invite le grand public à signer un appel destiné plus largement aux décideurs politiques et économiques.**

## LES 5 PROPOSITIONS DE LA FONDATION

La France, l'Europe et le monde traversent une crise d'une extrême gravité. Les ressources naturelles se dégradent et s'épuisent, les inégalités sociales s'accroissent entre les pays et dans chaque pays. La pauvreté et la précarité s'installent durablement dans notre pays. La crise financière n'a été provisoirement calmée qu'avec la mise en place de mesures d'austérité qui aggravent la situation des plus démunis confrontés à la hausse du prix des énergies et des produits alimentaires sans réellement apporter de solution convaincante à l'accroissement inquiétante des dettes privées et publiques.

Le système monétaire et financier étant organisé autour d'exigences exorbitantes de rentabilité des capitaux investis, pousse toute l'économie vers le court terme et la recherche permanente de productivité. La financiarisation de l'économie détourne ainsi les ressources financières de l'économie réelle et empêche les investissements socialement et écologiquement pertinents mais dont la rentabilité strictement financière est trop faible ou incertaine. Ainsi, la rénovation des logements ou l'évolution de notre modèle agricole, pourtant socialement et écologiquement essentiels ne trouvent pas de financement pour cause de trop faible rentabilité tandis que le monde de la finance trouve plus rentable de spéculer sur le prix des matières premières agricoles ou sur le pétrole. Il ne saurait y avoir de mise en oeuvre sérieuse de la transition écologique et sociale sans une reprise en main préalable de la sphère financière.

Pris dans la tourmente de la crise de la dette, les Etats européens peinent à réguler la sphère financière. Ce phénomène est amplifié par la concurrence internationale avec des pays dont les législations, notamment fiscales, sont plus légères que les nôtres qui aggrave la pression de lobbying de certaines entreprises vers les gouvernements pour qu'ils allègent les contraintes. Soumis à l'influence des marchés financiers, les Etats sont contraints à l'austérité alors même qu'il est nécessaire de dynamiser l'économie par l'investissement dans la transition écologique et sociale. Créer des emplois en nous émancipant notamment de la facture énergétique qui pèse sur les Etats européens est pourtant la meilleure voie pour sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons.

Face à l'urgence sociale, écologique et économique et fort du constat que l'organisation du système monétaire et financier est l'une des causes de la crise systémique actuelle, nous demandons aux décideurs politiques et économiques de prendre position sur les mesures suivantes qui concernent l'ensemble de notre société :

ü

### 1. PROMOUVOIR LE FINANCEMENT DE L'ECONOMIE REELLE

En contrepied des politiques d'austérité, nous proposons le lancement d'un grand plan de transition écologique et sociale (logement, rénovation thermique des logements, énergies renouvelables, agriculture durable,...). Des agences publiques de projet bénéficieront de prêts à taux nul de la Banque centrale, via des banques publiques d'investissement. Un livret vert sera créé en complément du livret A pour mobiliser l'épargne des citoyens sur la transition écologique.

### 2. MORALISER LA FINANCE EN IMPOSANT D'AVANTAGE DE TRANSPARENCE

Aujourd'hui, une part importante des transactions financières échappe au contrôle des autorités financières et sont réalisées directement entre acteurs, au gré à gré (Over The Counter, c'est à dire non sécurisés, sans transparence ni contrôle). Nous saluons donc la récente adoption du règlement européen EMIR qui impose des chambres de compensation sur ces marchés. De plus, afin de lutter contre l'évasion fiscale, nous proposons d'exiger des banques un transfert automatique des informations relatives aux comptes des non-résidents, en miroir de la loi FATCA que Barack Obama a promulguée en mars 2010, même si celle-ci a été récemment affaiblie. Ces mesures constituent une première étape pour permettre aux Etats de retrouver la maîtrise des marchés financiers, donc de l'épargne et, finalement, de leur politique fiscale et de leur souveraineté.

### 3. SORTIR DE LA DEMESURE QUI EXISTE ACTUELLEMENT EN BOURSE

La moitié des échanges financiers sont réalisés par des programmes informatiques au millième de secondes au seul bénéfice des spéculateurs et sans apporter de réelle garantie en termes de liquidité des marchés. Nous demandons donc l'introduction d'un temps minimal de détention des actifs financiers pour éviter ce type de comportements. La mise en place d'une taxe ambitieuse sur les transactions financières permettra également de tempérer les excès de la finance tout en dégagant des recettes notamment pour la solidarité avec les pays du Sud.

### 4. PERMETTRE AUX EPARGNANTS DE CONTROLER L'UTILISATION DE LEUR EPARGNE

Il est tout aussi fondamental de donner plus de pouvoir aux épargnants pour contrôler ce que devient l'argent déposé dans les banques et mettre fin aux mécanismes qui font que notre épargne alimente la finance casino. Il s'agit a minima d'imposer aux gestionnaires d'assurances vie ou de plan d'épargne de demander l'autorisation aux épargnants avant de prêter les titres achetés avec leur argent à des fonds spéculatifs (hedge funds).

### 5. CREER UN MINISTERE DE LA REFORME DE LA FINANCE

Afin de marquer l'importance politique de la reprise en main du système financier et de renforcer la voix de la France sur ces questions, nous demandons la création d'un Ministère spécifiquement en charge de la réforme de la finance. Ce ministère disposera de moyens nécessaires (en particulier humains) pour impulser et vérifier la bonne mise en oeuvre des réformes par les institutions financières.

 [Téléchargez le texte de l'appel.](#)

## SIGNEZ L'APPEL



▶ [Signez l'appel en ligne.](#)

## PLUS D'INFOS

▶ **SONDAGE HARRIS INTERACTIVE** : Un sondage, mené pour la FNH par Harris Interactive, dresse un constat clair : 6 personnes sur 10 jugent qu'une régulation du modèle financier et économique permettrait de contribuer à lutter contre la crise écologique. [Pour en savoir plus sur ce sondage, cliquez ici.](#)